

Décision individuelle

N° DI - 2022 - 210

Pétitionnaire : Hourdin Gwénaëlle - SPPPI PACA
Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial
Localisation : cœur terrestre du Parc national des Calanques

La Directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;
Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 16 ;
Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur) et notamment son MARCoeur 31 ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux et notamment ses articles 3 et 4 ;
Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2022 portant nomination de la directrice de l'établissement public du parc national des Calanques ;
Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire,

Considérant la demande en régularisation formulée le 23 septembre 2022, par l'association SPPPI PACA représentée par Hourdin Gwénaëlle ;
Considérant que les prises de vues ont été réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, en vue d'un documentaire ;
Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

AUTORISE EN REGULARISATION

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

L'association SPPPI PACA représentée par Hourdin Gwénaëlle, est autorisée, en régularisation, à utiliser des images tournées en cœur terrestre du parc national durant la saison estivale 2022 par Lucie MAGRI.

Séquences : Vues de Sormiou et de la mer depuis le col des Escourtines, vidéo du paysage depuis la Crête de Morgiou côté pointe du Figuier, vue depuis le fond de calanque de Sormiou, vue depuis du cap Morgiou et de la calanque de Sugiton depuis la falaise des Toits, plan de la falaise des Toits, vue du paysages et des îles Maire et de l'Archipel de Riou depuis le Sémaphore de Callelongue et vue globale depuis le mont Carpiagne.

Article 2 : Prescriptions

1. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer un message contraire au respect de la réglementation ;
2. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente autorisation. Toute autre utilisation est interdite ;
3. il devra être mentionné dans les crédits « tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale » ;
4. le pétitionnaire fournira à l'Etablissement public du Parc national pour archivage administratif une copie de l'œuvre finale exploitant les prises de vues et de sons réalisées en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 3 : Redevance

La présente décision est exonérée du paiement d'une redevance.

Article 4 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 5 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de ces prises de vues.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 27 septembre 2022

La Directrice

Pour La Directrice,

Nicolas CHARDIN

Directeur Adjoint

Gaëlle BERTHAUD

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.